

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Châtier les coupables

**D**ANS la nuit du 8 au 9 octobre à Toulouse s'est passée une séance de tortures qui n'est pas sans rappeler les atrocités commises par l'armée colonialiste française en Algérie, un passé qui n'est pas si loin.

Rentré dans un café voisin de son HLM pour acheter un paquet de cigarettes, Ali Abdoul, ouvrier d'origine algérienne a été sauvagement torturé par le patron du bar et deux complices de ce dernier.

La radio et la presse bourgeoise d'habitude assez friandes de faits divers n'ont élevé que peu de protestations contre un tel acte raciste-fasciste. Dans certains journaux transparait la thèse suivante : Ali Abdoul aurait été victime de « la bête immonde » qui « sommeille en chacun de nous » derrière la « mince couche de civilisation ».

Ses trois tortionnaires ne seraient que des Français « moyens ordinaires », des « monsieurs Tout le monde ».

Il faut rétablir la vérité des faits. Michel Pujol, le patron du bar qui a présidé aux tortures subies par Ali Abdoul, n'a rien à voir avec la grande masse des travailleurs de France. Membre du SAC, c'est l'un des hommes de main recruté par les partis de droite et qui savent avoir droit à l'indulgence, voire à la complaisance de la justice et de la police.

Par ailleurs, s'il semble avoir agi de son propre chef, pour se procurer selon son langage ignoble « quelques distractions » n'a-t-il pas pu se sentir encouragé par l'attitude qu'observe presque constamment le pouvoir à l'égard des assassins de travailleurs immigrés. Plus de 300 d'entre eux ont été tués depuis 1968 sans que la police ne retrouve les coupables.

D'ailleurs le pouvoir ne laisse-t-il pas largement s'exprimer sur les radios et la télévision qu'il contrôle la haine vis-à-vis des immigrés en les rendant responsables du chômage. Le PFN, parti d'extrême-droite qui soutient le RPR, lequel a utilisé à plusieurs reprises Michel Pujol comme garde du corps, n'a-t-il pas basé sa campagne électorale sur le thème « Moins d'immigrés moins de chômage », sans parler des déclarations de Barre et de Stoléru. Michel Pujol ne se sentait-il pas soutenu et couvert par toutes ces campagnes lorsqu'il a commis ces actes fascistes et racistes ?

Comme par hasard c'est justement le racisme que ne mentionnent pas les chefs d'inculpations retenus contre lui. Pourtant Ali Abdoul a déclaré à plusieurs reprises que les tortures dont il a été l'objet étaient assorties d'injures racistes.

De même que nous appelons à combattre toute propagande raciste, nous soutenons totalement l'action entreprise par les militants antiracistes de Toulouse pour obliger la justice bourgeoise à reconnaître le caractère raciste de ce crime et à le faire punir sévèrement.

Jean QUERCY

## Toulouse

# 3 racistes s'acharnent sur un Algérien

(Voir article page 3)



Ali Abdoul sur son lit d'hôpital.

**A** Toulouse, pendant cinq heures, un patron de bar, membre du SAC, torture avec deux complices un ouvrier algérien. Celui-ci était simplement entré acheter des ci-

garettes.

Il faut exiger un châtement exemplaire pour un tel crime. C'est à quoi s'emploient actuellement des militants anti-racistes toulousains.

## Dernière minute

# Agression imminente contre le Kampuchea (Cambodge)



Au Kampuchea démocratique, un reste de la dernière attaque vietnamienne. Un char soviétique.

Les Forces armées révolutionnaires du Kampuchea démocratique (ex-Cambodge) ont été mises dimanche en état d'alerte

en prévision d'une offensive généralisée imminente du Vietnam contre leur pays dans les prochains jours.

De plus en plus, en effet, il se précise que les dirigeants vietnamiens préparent une agression massive contre le Kampu-

chea pour le début de la saison sèche, en novembre.

Selon des sources thaïlandaises, plus de 500 000 soldats vietnamiens sont aujourd'hui massés à la frontière avec le Kampuchea. Depuis plusieurs jours, tous les moyens de transport routiers et ferroviaires du Vietnam ont été réquisitionnés pour acheminer des hommes et du matériel militaire vers la frontière. Ce matériel, en provenance de l'Union soviétique, a été débarqué dans les deux dernières semaines dans le port de Cam Ranh Bay, au centre du Vietnam. L'armée vietnamienne compte aujourd'hui 4 000 conseillers soviétiques et, selon les services de renseignements américains, un état-major conjoint soviéto-vietnamien a été établi à Hanoï.

Il est clair que derrière les dirigeants vietnamiens, c'est l'Union soviétique qui agit. Après s'être emparée du Vietnam, elle rêve d'avaler le Kampuchea.

Nous devons soutenir la lutte du peuple du Kampuchea démocratique contre cette nouvelle agression du Vietnam.

**Grèves et  
manifestations  
des élèves, parents  
et enseignants**  
(Voir pages 4-5)

# LE MONDE EN MARCHÉ

## La démission du gouvernement en Belgique

### Les différentes fractions de la bourgeoisie belge prennent prétexte des problèmes linguistiques hérités de l'histoire dans leur lutte pour le pouvoir

**M**ERCREDI passé, Léo Tindemans, premier ministre de Belgique, présentait sa démission. A l'origine de cette crise politique, une lutte entre les divers partis bourgeois qui essaient par tous les moyens, y compris en se basant sur le problème linguistique, de s'accaparer le maximum de pouvoir.

Les camarades du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique expliquent dans leur hebdomadaire *Clarité* leur point de vue à ce sujet :

*« Il existe en Belgique un réel problème national, c'est indéniable. Ce problème possède ses racines historiques. Au siècle passé et encore au début de ce siècle, la bourgeoisie belge était exclusivement francophone. Toutes les manifestations de la langue et de la culture fla-*

*mandes, pourtant si riches, étaient réprimées et il n'existait même pas d'enseignement en flamand dans les écoles de Flandre. A cette époque, la bourgeoisie était furieusement unitaire. Un mouvement nationaliste flamand profondément progressiste est ainsi apparu en opposition à la politique d'oppression nationale de la bourgeoisie. Grâce à la lutte prolongée, le peuple flamand a imposé la reconnaissance des ses droits linguistiques et culturels. »*

### UNE BATAILLE DE CHIFFONIERS

Cependant, tout n'est pas réglé ; les problèmes existent toujours et la bourgeoisie est la première à s'en servir pour diviser les travailleurs. Elle présente les travailleurs flamands comme étant favorisés par rapport aux Wallons, etc.

Les différents partis politiques l'utilisent pour accroître leur zone d'influence.

La chute du gouvernement Tindemans fait suite à la remise en cause par les membres de son propre parti, le parti social-chrétien flamand, d'un plan dit le « Plan Egmont » qui allait dans le sens d'une plus grande régionalisation. En fait, qu'y a-t-il derrière tout cela ?

En Wallonie, le Parti socialiste possède une grande influence. La régionalisation aurait pour conséquence d'accroître son rôle dans la région où il développerait un capitalisme d'Etat au détriment de la bourgeoisie classique. En Flandre, c'est le Parti social-chrétien qui est dominant. Une plus grande régionalisation entraînerait pour lui une plus grande influence dans cette région mais il perdrait du poids au niveau national. Comme on le voit, la situation est loin d'être claire et la question nationale n'apparaît être qu'un simple prétexte à des manipulations de la part des partis politiques.

Chaque frange de la bourgeoisie espère tirer le maximum de profits de problèmes hérités de l'histoire.

Evelyne LE GUEN

### Rhodésie (Zimbabwe)

## Le tour de passe-passe de Smith

Alors que Smith, le premier ministre du régime blanc poursuit sa tournée de propagande aux Etats-Unis, on annonçait à Salisbury à grand renfort de presse que « Toute discrimination raciale était supprimée en Rhodésie ».

De quoi s'agit-il exactement ? Il s'agit, officiellement, de donner aux 96 % de la population composée de Noirs, les mêmes droits qu'aux 4 % de Blancs. Cela devant s'appliquer essentiellement aux domaines de la possession de la terre, de l'enseignement et de la médecine. En réalité, il s'agit pour le régime raciste de se donner un air de libéralisme face à la réprobation internationale, tout en ne touchant en rien à la situation actuelle. Comment cela ? Tout simplement en remplaçant la discrimination sur le papier par une autre discrimination tout aussi efficace : par l'argent.

En ce qui concerne l'éducation par exemple : il n'y aura plus d'écoles pour Blancs et d'écoles pour Noirs. Il y aura des écoles gratuites et des écoles payantes. L'entrée dans les différentes écoles sera soumise à de strictes contrôles de « niveaux de culture ». Il y aura de plus, pour les familles blanches toute possibilité de créer des « écoles communautaires » destinées à protéger leur « identité culturelle ». Belle différence quand on sait

que le revenu moyen d'un blanc est onze fois supérieur à celui d'un noir. Il en va de même dans tous les autres secteurs où la « ségrégation est supprimée ».

Ces nouvelles mesures ne tromperont personne, que ceux qui voudront bien s'y laisser tromper. C'est d'ailleurs là leur objectif véritable. Fabriquée exclusivement pour l'usage externe, elles devraient donner un alibi aux impérialistes pour cautionner le plan de règlement interne de Smith. C'est déjà le sens du plan de règlement publié récemment par les USA et la Grande-Bretagne. Ce pourrait être aussi une porte ouverte par les racistes à un « arrangement » recevant l'appui du social-impérialisme soviétique. C'est ainsi que certains expliquent les entrevues qui ont eu lieu le mois dernier entre Smith et N'Komo, le dirigeant de la ZAPU, l'une des deux composantes du Front patriotique qui mène actuellement la lutte armée. Usant des moyens de pression que lui confère le fait que c'est elle qui, par Cuba interposée, arme la ZAPU, Moscou mettrait tout en œuvre pour trouver un compromis qui de court-circuite la ZANU, le mouvement de libération nationale le plus important et qui surtout fait preuve d'une nette opposition aux deux superpuissances. Quitte à appuyer un régime de Smith « nouveau modèle ».

## La Yougoslavie répond aux pressions soviétiques

**E**N ce moment, la presse yougoslave consacre une place importante à la publication d'articles portant sur l'indépendance du pays. Le président Tito a fait plusieurs déclarations, en particulier sur l'Afrique. Et de grandes manœuvres de la défense populaire ont mobilisé deux millions sept cent mille personnes en Croatie, une des républiques yougoslaves.

Tous ces faits sont à replacer dans le contexte de la rivalité des deux superpuissances, dans le contexte de l'offensive soviétique en Afrique et les dangers qu'elle fait courir à l'indépendance de nombreux pays, y compris la Yougoslavie.

L'année 1978 a été marquée par plusieurs conflits en Afrique et en Asie du Sud-Est, où son retrouve toujours l'empreinte de Moscou. Et la Yougoslavie n'aime pas beaucoup ça et ne le cache pas. Voilà ce que dit Tito à ce sujet : « A l'heure actuelle, il existe le danger que le continent africain devienne un champ de rivalité des blocs et des grandes puis-

*sances pour s'assurer des sphères d'influence, dont les conséquences négatives porteraient atteinte non seulement à certains pays, mais encore à l'ensemble des relations internationales. »* et plus loin « Le mouvement non-aligné affronte une tâche importante, celle de préserver l'Afrique de devenir un terrain de confrontations pour les facteurs étrangers... »

### LA YUGOSLAVIE N'AIME PAS LES PRESSIONS

En ce qui concerne la Yougoslavie elle-même, Tito a déclaré : « Le peuple yougoslave rejettera toute

*forme de pressions, d'où qu'elles viennent, et consolidera son unité ; il est prêt à résister à toute atteinte portée à sa liberté et à son indépendance. »*

Cette déclaration prend tout son sens lorsqu'on se souvient du mécontentement marqué par Moscou à l'occasion de la visite du président chinois, Houa Kouo-feng, en Yougoslavie, au mois d'août. Utilisant la menace et l'injure, la propagande soviétique n'avait pas hésité à dire que ceux qui accueilleraient chaleureusement Houa Kouo-feng chez eux suivaient « une politique myope et dangereuse ». Cela visait bien sûr Tito

et le président roumain, Ceaucescu. En annulant sa visite prévue en URSS depuis longtemps et en rappelant si opportunément l'attachement du peuple yougoslave à son indépendance, Tito veut montrer que la Yougoslavie n'a pas peur des attaques des grands de ce monde et qu'elle saura y faire face.

L'organisation des manœuvres militaires englobant deux millions sept cent mille jeunes, soldats, travailleurs et membres des organisations de défense populaire en est une preuve très concrète.

Claude LIRIA

## Développement des grèves au Portugal



Alors que les partis politiques continuent de se battre pour accaparer le maximum de pouvoir, les travailleurs portugais ne font plus confiance à tous ces partis bourgeois, même de gauche et ont entamé des luttes importantes qui touchent la SOREFAME, la plus importante entreprise de mécano-métallurgie du pays mais aussi les secteurs de la chimie, des tanneries, du bâtiment.

## L'agence Chine nouvelle rapporte les luttes du peuple iranien

Selon la presse, les employés postaux iraniens ont commencé une grève le 4 octobre. La grève a également eu lieu parmi les employés de l'aviation civile, les cheminots, les employés des départements gouvernementaux, des arts et de la culture, des finances, du commerce, de la justice et des affaires sociales ainsi que parmi quelque 23 000 chauffeurs de taxi.

Les travailleurs médicaux de certains hôpitaux nationaux de Téhéran ont organisé un arrêt de travail le 8 octobre. Hier, trente mille ouvriers de l'aciérie d'Isfahan, au centre de l'Iran, ont aussi pris part à la grève. Les grévistes ont réclamé des augmentations de salaire.

Les universités iraniennes ont commencé une nouvelle année scolaire le 7 octobre. Mais ce jour-là, elles étaient à demi-fermées en raison de la grève des professeurs. Environ deux mille étudiants de l'université d'Azarabadegan, à Tabriz, ont fait grève en guise de soutien aux revendications des employés universitaires. Les étudiants ont aussi boycotté les classes à l'université de Téhéran.

Des manifestations et grèves n'ont cessé d'être déclenchées à la capitale comme dans beaucoup d'autres villes et bourgs depuis le début de cette année. Les manifestants ont scandé des slogans anti-gouvernementaux.

# DANS L'ACTUALITE

## Toulouse

# Quatre heures de tortures racistes !

**U** Un homme, livré à un chien puis torturé au couteau pendant quatre heures. Est-ce un mauvais souvenir de la dernière guerre mondiale, l'œuvre de la gestapo ? Le récit de tortures venu des dictatures d'Amérique latine ? Cet acte raciste — car c'est de racisme qu'il s'agit — a-t-il été commis contre un Noir aux USA ou en Afrique du Sud ? Non, il a été commis contre Ali Abdoul, manœuvre à Toulouse, dans la nuit du 8 au 9 octobre.

Ali Abdoul a 27 ans. Il a un métier : soudeur qualifié. Mais il a du mal à trouver du travail. Il a un type nord-africain très prononcé. Il est pourtant de nationalité française et a fait son service militaire en France. Il possède un HLM de la périphérie de Toulouse, dans des immeubles que nombre de Toulousains surnomment : « La maison des Arabes ».

### AVEC UN COUTEAU

Nous sommes le dimanche 8 octobre. Ali rentre chez lui, vers une heure du matin. Demain, il travaille à six heures : il décharge des camions. Comme il n'a plus de cigarettes, il entre dans un café situé à quelques centaines de mètres de son HLM : « Changement de propriétaire. Merguez, couscous, brochettes ». Le café vient d'être acheté par Michel Pujol, petit « dur » lié aux milieux politiques de droite.

Ali demande des cigarettes. On l'oblige d'abord

à consommer. Les provocations commencent : injures racistes, refus de lui vendre des Gitanes. « Je sentais que cela allait mal tourner. Je suis vite sorti. Quelques mètres plus loin, leur chien, un berger allemand, m'a bondi dessus et affreusement mordu ».

Pujol excite son chien, le fait s'acharner sur Ali. Ce n'est encore qu'un début. Avec deux petits minables dans son genre, il amène Ali Abdoul dans la cuisine du bistrot. Ils sortent un couteau et commencent à dépecer son corps, centimètre de chair par centimètre de chair. Avec un couteau de cuisine, un couteau de boucher, cela durera encore deux heures.

Avant cela, ils avaient plongé la tête d'Ali dans un seau d'eau jusqu'à l'étouffement. Ils ont des armes : l'un d'eux monte la garde avec un fusil devant la porte. Les deux autres brandissent des pistolets.

### « SALE ARABE ».

« Avant de partir, ils

ont exigé que je nettoie la cuisine. Il y avait du sang partout, j'avais mal, je tombais sans arrêt, mais j'ai lavé, je perdais abondamment mon sang, ils ont essuyé mes plaies avec une serpillière dégueulasse. »

Téléphone à un complice. Arrive une BMW. Le propriétaire est au courant. Pour ne pas salir ses fauteuils de voiture, il les a protégés avec du papier journal. Ils chargent Ali et le laissent à un kilomètre de l'hôpital.

Crime gratuit ? Acte de fous ? Non ! Un acte raciste. Durant tout le temps de l'opération, depuis l'entrée d'Ali dans le café, jusqu'au moment où la BMW part en trombe, les injures racistes ont accompagné chaque coup de couteau, chaque coup de pied. C'est ce qu'a affirmé la victime à plusieurs reprises et, entre autres, à une délégation du Parti communiste marxiste-léniniste

venue lui rendre visite à l'hôpital.

Les injures racistes, cela va de « sale Arabe, sale bougnoule, pourri de biscot », jusqu'aux menaces : « Si tu racontes ce qu'on t'a fait, on te descend. N'oublie pas que tu dois quitter rapidement la France si tu ne veux pas qu'on te retrouve. On ne veut plus te voir par ici ».

Et termes pudiques, les autorités ont inculpé les trois tortionnaires pour « séquestration, tortures corporelles et non-assistance à personne en danger ». De racisme, pas un mot. Or, le racisme est un crime puni par la loi. Il faut exiger que le racisme soit le premier chef d'inculpation devant la cour d'assise.

A Toulouse, l'indignation est grande dans la population. Plusieurs réunions de militants anti-racistes se sont tenues pour exiger que le racisme soit châtié comme il se doit.

P.L.

## Encore le SAC

Pujol, le tortionnaire, n'hésitait pas à vanter ses bonnes relations avec le préfet. Il montrait volontiers une petite carte barrée de tricolore, la carte du SAC. Il faisait toutes les campagnes électorales du RPR de Chirac : il assurait la protection des colleurs d'affiches professionnels. Régulièrement, on faisait appel à lui pour faire le coup de poing ou assurer la protection du dignitaire gaulliste de passage à Toulouse.

Nos lecteurs se souviennent que nous avons vu aussi la main du RPR et la carte du SAC, lors d'autres agressions racistes à Corbeil ou à Paris.

## Journée «Portes-ouvertes» au foyer SONACOTRA de Colombes (Région parisienne)

Samedi, les résidents du foyer Sonacotra Colbert de Colombes ont organisé une journée « portes-ouvertes » qui fut un succès. En ouvrant la réunion-débat de la fin de l'après-midi, un représentant du comité de coordination rappela les différentes étapes de la lutte de ce foyer qui était entré en grève dès septembre 1975, suite à trois augmentations successives de loyer au cours de l'année. Mais en avril 1976, certains délégués se laissaient gagner par la campagne défaitiste de ceux qui critiquaient les justes positions du Comité de coordination, et notamment le PCF et la CGT.

Au mépris de l'élémentaire démocratie, sans consulter les résidents, ces délégués acceptèrent la négociation foyer par foyer, participèrent à la campagne de calomnies visant à discréditer le Comité de coordination et réussirent à casser la grève.

Mais les résidents s'aperçurent vite qu'ils avaient été trompés et que le nouveau comité de résidents n'était qu'un comité bidon à la botte du gérant. Peu à peu, ils ont reconstruit un authentique comité de résidents ayant la confiance de tous et qui a rejoint le Comité de coordination des

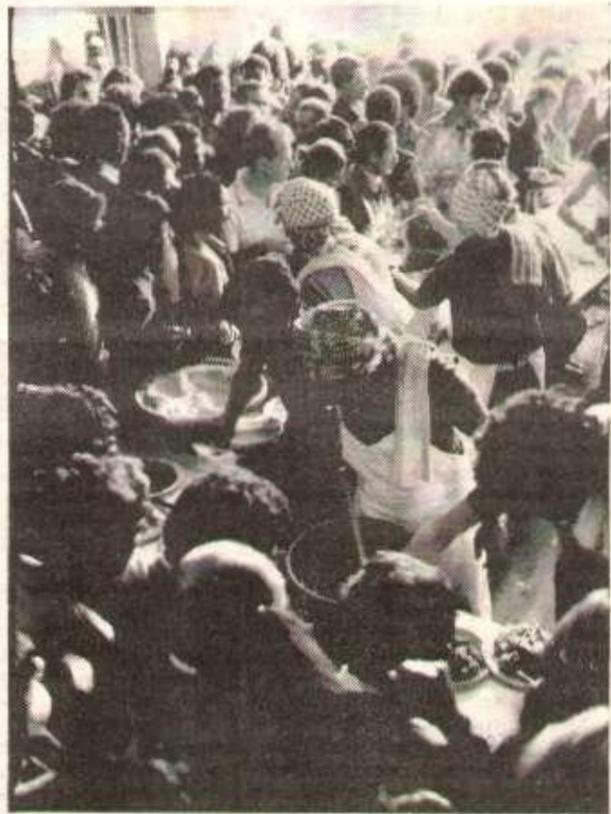
foyers en lutte.

En octobre 1977, la grève des loyers reprenait et face à la détermination de tous les résidents, le gérant était contraint de renoncer à ses manœuvres d'intimidation et de remettre les clés de la salle d'animation au comité de résidents ce qu'il avait jusqu'alors refusé.

En terminant son intervention, le représentant du Comité de coordination insista sur l'importance de ces journées « portes-ouvertes » pour l'information des travailleurs français et le renforcement de leur unité avec les travailleurs immigrés. Il attira l'attention sur le fait que le foyer de Colbert n'avait pas de comité de soutien et lança un appel pour en constituer un.

Cet appel fut entendu et à l'issue du débat, un certain nombre de personnes se manifestèrent, demandant que ce comité s'organise rapidement. Déjà des contacts sont pris. Dans les prochains jours, le comité de résidents du foyer Sonacotra de Colombes verra certainement la naissance d'un comité de soutien.

Cette journée « portes-ouvertes » marquera ainsi une étape importante de la lutte de ce foyer.



A Colombes, le représentant du Comité de coordination a insisté sur l'importance des journées « portes-ouvertes » pour l'information des travailleurs français et le renforcement de leur unité avec les travailleurs immigrés. Ici, la fête de la rencontre Français-immigrés, à Chelles, en juin dernier. (Photo: Comité de coordination).

## Aux PTT ça continue à bouger

### CNIT-Paris-Massy

Jeudi dernier, c'est plus de 75 % du personnel du CNIT de Paris-Massy (Centre national d'informatique et télécommunication) qui ont fait grève à l'appel des sections CGT et CFDT. On travaille effectivement dans des conditions lamentables. Au CNIT, les factures ont été changées depuis quelques mois mais aucune formation n'a été donnée réellement et tout le monde doit apprendre sur le tas ce qui a engendré un grand nombre d'erreurs et un retard considérable.

La situation est particulièrement scandaleuse au service des réclamations qui en recueille toutes les conséquences. D'autre part, on a affecté à ce service de jeunes agents, à leur arrivée au CNIT, c'est-à-dire sans formation. D'autre part, le personnel n'est pas assez nombreux. Résultat : on se trouve dans l'impossibilité matérielle de répondre aux réclamations. Les collègues sont débordés et la colère monte. Chaque personne aux réclamations écrites a en instance de 400 à 500 lettres, certaines depuis mai dernier.

Quant aux réclamations téléphonées, les personnes ne doivent consacrer que trois minutes par abonné juste le temps de noter les références. Il en résulte qu'actuellement plus de 600 abonnés sont à rappeler et ils ne seront renseignés pour la plupart que dans un délai de

deux à trois semaines. Il faut savoir que le nombre de comptes d'abonnés gérés par le CNIT est passé d'un million en 1970 à plus de trois millions en 1978. Mais les effectifs n'ont pas suivi et de loin cette progression. En 1977, par exemple, pour plus de 17 % d'augmentation du trafic simplement 2 % d'effectifs. Tous les services du CNIT sont donc touchés par le manque d'effectifs, de formation, par les cadences car certains services sont au rendement, par le fléage des inspecteurs, par les mauvaises conditions de travail car les locaux sont totalement inadaptés, mal aérés ou plein de courants d'air, beaucoup sont trop petits si bien qu'ils sont vite encombrés par des dossiers en attente. Les documents nécessaires au travail sont en plus difficiles d'accès et sont en nombre insuffisant. La situation ne peut plus durer. Une délégation accompagnée d'une douzaine de travailleuses s'est rendue vers 12 h jeudi à la direction. On voulait plus d'effectifs on en a eu mais il s'agit d'inspecteurs. A part ça rien d'immédiat n'a été obtenu. Le directeur, ne prenant pas de mesures dans la fébrilité... mais nous non plus nous ne sommes pas décidés à travailler dans cette fébrilité. Une réunion a été prévue pour le lundi 16 octobre pour définir d'autres axes de lutte.

Correspondant.

### Bordeaux : Centre de tri Jacques Bosc

Prévu pour le courrier Aquitaine, le centre de tri avec ses machines automatiques pour indexer et trier entraîne un accroissement des mauvaises conditions de travail alors qu'il n'assure actuellement que le tri de la Gironde. Le 13 octobre, les postiers ont refusé de trier du courrier amené du centre d'Agen qui était en grève. On voit les conséquences de l'automatisation où on

essaiera de faire trier le trafic d'un centre par un autre en cas de grève. Le manque d'effectifs, comme ailleurs dans les PTT, est flagrant. Du 17 au 19 octobre, ce sera la deuxième grève locale en quinze jours et la consultation s'est révélée encore plus favorable. L'exemple des camarades de Créteil et de Pontoise fait impression et n'est pas à négliger.

### Centre de tri-Le Mans

Les travailleurs du centre de tri postal sont en grève pour des effectifs supplé-

mentaires et l'arrêt de la dégradation des conditions de travail.

## Grève dans la marine marchande

De Dunkerque à Marseille et surtout dans la Manche et en Bretagne, le trafic portuaire a été presque nul ce week-end. Le mot d'ordre de grève lancé par les fédérations CGT et CFDT jusqu'à ce soir lundi a été largement suivi par les marins. La raison essentielle de cette grève est la volonté des armateurs français de transformer le pavillon français en un pavillon libre. Ceci leur permet d'embarquer des marins étrangers qu'ils sous-payent et qui ne sont pas couverts par la législation française en matière de droits sociaux. Tout est bon pour augmenter les profits...

A Marseille, la Nouvelle compagnie de paquebots (NCP) pour contrer la grève des marins, a fait appareiller le *Massilia* avec 200 passagers à bord et conduit par les seuls officiers.



## Le 13 octobre, plus de 25 000 personnes dont plus de 10 000 lycéens étaient dans la rue

**L**a journée d'action du 13 octobre a été l'occasion pour les professeurs et les lycéens et collégiens de faire éclater leur colère. Leur colère devant la politique d'austérité de Beullac qui reste fidèle à sa ligne de conduite quand il était ministre du travail : « *Licencions, licencions* ». A ce refrain, il en rajoute un autre : « *Entassons, entassons les élèves.* »

Leur mécontentement aussi devant les paralysantes directions syndicales. Nombre d'enseignants revendiquent une coordination des luttes et la réponse des directions nationales est d'organiser deux manifestations distinctes, l'une pour le SNES, le SGEN, le SNETP et le SGPEN, le matin et l'autre pour les professeurs de gymnastique appelée par le SNEP et le SNEEPS. Comme unité on peut trouver mieux !

Une rentrée scolaire qui dure un mois, c'est rare. C'est la preuve que tout ne se passe pas très bien. Après les grèves, les occupations, les professeurs et les élèves sont descendus dans la rue le 13 octobre. Si le manque de perspectives et le défaut des moyens pour déboucher sur la victoire gênent les enseignants et les élèves, leur désir de se battre et de se coordonner est par contre très fort.

Se battre pour des meilleures conditions de travail, se battre pour que « les toits ne s'effondrent plus dans les CES » comme à Bezons, se battre dans les structures syndicales pour que les informations passent, se battre contre l'engourdissement des directions syndicales, se battre pour que les journées d'action ne soient plus envisagées comme des soupapes de mécontentement, se battre pour affirmer que l'ennemi commun aux enseignants et aux élèves, c'est l'État-patron, se battre pour en finir avec les grèves catégorielles et s'unir dans l'action.

### CES Gabriel Péri à Bezons (Région parisienne)

## Le plafond du 2e étage s'effondre

Depuis la rentrée de septembre, la poussière, les gravats, le bruit et les gardes-fous : le toit est en réfection.

Lundi matin, la nouvelle éclate au CES G. Péri de Bezons : une dalle d'isolation en héraclite (plaque d'aggloméré bois-ciment) de 30 kg s'est effondrée du plafond dans une salle du second étage pendant le week-end.

Prévenu par l'administration, l'inspecteur d'académie condamne aussitôt tout le second étage, mais le travail doit continuer au premier.

A 10 h, à la récréation, une première assemblée générale a eu lieu : tous les enseignants exigent la fermeture immédiate du CES jusqu'à la fin des travaux de toiture (8 à 10 jours) et le rétablissement de la sonnerie qui marque la fin des cours ou l'évacuation si nécessaire.

Pas question de remonter ni au 2e ni au 1er étage, pas question d'être en greve et de porter la casquette où d'autres ont mis des poux.

Ce sont les élèves qui font d'eux-mêmes la décision puisqu'ils surgissent tout à coup dans la cour avec des banderoles où s'inscrivent : « *On en a marre du CES-chantier* », « *Des salles potables !* », « *Des mesures de sécurité suffisantes* », « *On veut faire du sport !* ».

Immédiatement, leurs délégués de 3e viennent annoncer aux enseignants et à la direction qu'il n'est pas question pour eux de remonter en cours dans ces conditions. Ils organisent un sit-in dans la cour.

Sur ces entrefaites, arrivent MM. Bettencourt (maire PCF de Bezons) et Cornu (adjoint), indignés et répétant bien fort :

— Que les travaux de toiture aient dû être terminés à la rentrée ;

— Qu'ils demandent immédiatement pour le lendemain la réunion de la commission de sécurité ;

— Et la pose de filets de protection sous les plafonds du 2e.

Dans l'après-midi, contre l'avis d'une responsable (FEN-SNI), les professeurs rédigent et distribuent un court tract d'appel aux parents pour le lendemain.

Le mardi 10, une trentaine, puis une cinquantaine de parents, sont au rendez-vous.

Après une visite du 2e étage avec les enseignants et une assemblée générale autonome dans l'établissement, l'unité se fait avec les enseignants : il faut fermer le CES 8 à 10 jours pour en finir avec les travaux de toiture.

Vers 12 h, la commission de sécurité, présidée par M. Bettencourt, mais d'où sont exclus parents et enseignants, rend sa dé-

cision devant tout le monde :

— Fermeture totale du 2e étage et pose d'étais de bois sous le plafond ;

— La mairie s'engage à trouver un menuisier pour l'après-midi ;

Chez les enseignants et les parents, c'est la consternation puis la colère !

On les mène en bateau, affirment-ils. Des enseignants et des parents interviennent pour exiger la fermeture immédiate et totale de l'établissement.

Ils rappellent au président de la commission qu'il est également un « élu » et qu'il devrait donc défendre la revendication unitaire des parents et des enseignants.

Ce n'est que contraint et forcé qu'il admettra pouvoir la répéter à « *M. l'inspecteur d'académie* ».

Le responsable de la sécurité auprès de l'inspecteur académique, M. Barthélémy, pris à partie à son tour, refuse également de prendre position.

Dans l'auditoire, la révolte gronde. « *Séquestrons-le !* » s'écrient quelques parents « *il n'y a que ça qu'ils comprennent !* ».

Après une bousculade, M. Barthélémy, blême, repart très vite vers sa voiture, protégé par le principal, le dos de sa veste déchiré de bas en haut par une mère d'élève. Il insulte les mères d'élèves, les trai-

tant de « mégères » de derrière la grille du CES.

Il s'enfuit sous les huées et les rires des parents, professeurs et élèves rassemblés à la grille.

Mardi après-midi, devant la délégation de parents, enseignants et élèves, à Pontoise, l'inspecteur d'académie réaffirme son refus de fermer le CES. Il exige des excuses et le remboursement du blazer de M. Barthélémy. Il n'aura ni l'un ni l'autre.

Depuis mercredi matin, le CES Gabriel-Péri fonctionne à cloche-pied sur un étage, en demi-service. C'est la pagaille : les heures de cours sont transformées en heures de garderie. Les élèves de 3e refusent légitimement de monter dans les classes.

Au-delà du récit, quelques réflexions s'imposent :

— L'inspecteur d'académie du Val d'Oise sacrifie délibérément la sécurité des enfants, des enseignants et du personnel de service à la « bonne marche » de l'établissement. Il sabote, dès le début, l'année scolaire de ces élèves issus pour la grande majorité de milieux populaires ;

— A chaque étape de la construction de leur unité, les parents et les enseignants du CES ont trouvé les élus du PCF de Bezons en travers de leur chemin ;



Au collège Gabriel-Péri, une plaque d'héraclite de 30 kilogrammes s'est effondrée au second étage du CES.

cussions entre parents et enseignants ont fait apparaître la responsabilité partagée de l'inspection académique et de la mairie de Bezons dans cette affaire.

En effet, l'inspection académique porte la responsabilité entière pour le retard dans la réfection du toit. Elle fait également le choix criminel et délibéré de refuser la fermeture complète du CES.

Mais si les plaques d'héraclite ont cédé sous la trépidation occasionnée par les travaux de toiture, c'est qu'elles sont complètement pourries depuis au moins cinq ans. Or, à cette époque, le CES était municipal. Jamais les professeurs

anciens dans le CES n'ont vu les services d'entretien de la mairie se promener dans l'établissement, encore moins le maire et sa commission de sécurité !

C'est cette double responsabilité que les enseignants du CES G. Péri ont compris puisque, le 13 octobre, dans un tract inter-syndical, ils expliquent aux parents :

« *Ils s'indignent de la négligence des responsables académiques et municipaux en ce qui concerne l'entretien et la sécurité des bâtiments depuis de nombreuses années.* »

A suivre puisqu'il manque toujours 8 h de maths en 6e notamment.

Correspondant Bezons



# Où en est le mouvement revendicatif des enseignants ?

LES grèves tournantes se poursuivent, des journées d'action ont lieu. Le mouvement lycéen tente de s'organiser, mais constate souvent que l'appui des professeurs et de leur syndicat est bien disparate. Pour que les actions des professeurs et des maîtres aient du poids auprès de la population, assurant les lycéens et les collégiens du souci de partager la même lutte, il faut combattre toute action de division, les grèves de 24 heures parachutées par les directions syndicales, les appels d'action région par région, bahut par bahut, catégorie de professeurs par catégorie de professeurs.

Nous ne prendrons que deux exemples qui illustrent comment le rapport de force peut être diminué si toutes les sections syndicales ne se mêlent pas à la lutte.

## LA DIVISION SYNDICALE LOCALEMENT

Le 29 septembre au CES Claude-Bernard à Grand Quévilly, dans la région de Rouen, le SGEN/CFDT (1) lance la grève pour le réemploi de cinq maîtres-auxiliaires. Le SNES (2) décide de ne pas participer à cette action, parce que « le problème des maîtres-auxiliaires n'est pas seulement un problème lié au CES, mais un problème national ».

C'est vrai, mais concrètement qu'envisageait la section du SNES pour le réemploi de ces cinq maîtres-auxiliaires ?

Au lycée technique et au CET/LEP de Chéroux à Vitry-sur-Seine dans le Val de Marne le SNETP/CGT (3), le SGEN/CFDT et le SNES décidaient la grève pour le lundi 2 et le mardi 3 octobre, mais le SNES repre-

naît les cours dès le lundi soir.

## LA DIVISION SYNDICALE LOCALEMENT

Les sections syndicales du SNES, du SNETP/CGT, du SGPEN/CGT (4), du SGEN/CFDT des académies de Versailles, de Créteil et de Paris appelaient à manifester vendredi 13 octobre aux Champs-Élysées à Paris, alors que les syndicats des professeurs de gymnastique appelaient nationalement à manifester l'après-midi.

Pourquoi deux défilés distincts ? Les professeurs d'enseignement général, le personnel non-enseignant n'ont-ils pas les mêmes intérêts que les professeurs de gymnastique, n'ont-ils pas le même patron, le gouvernement ?

Si une journée d'action doit avoir lieu, elle doit reposer sur une mobilisation locale, sur une unité de tous ceux qui sont concernés et n'être qu'une forme de lutte parmi d'autres. Par contre, les grèves tournantes ne font plaisir qu'aux directions syndicales, elles ne

permettent pas d'imposer un rapport de force.

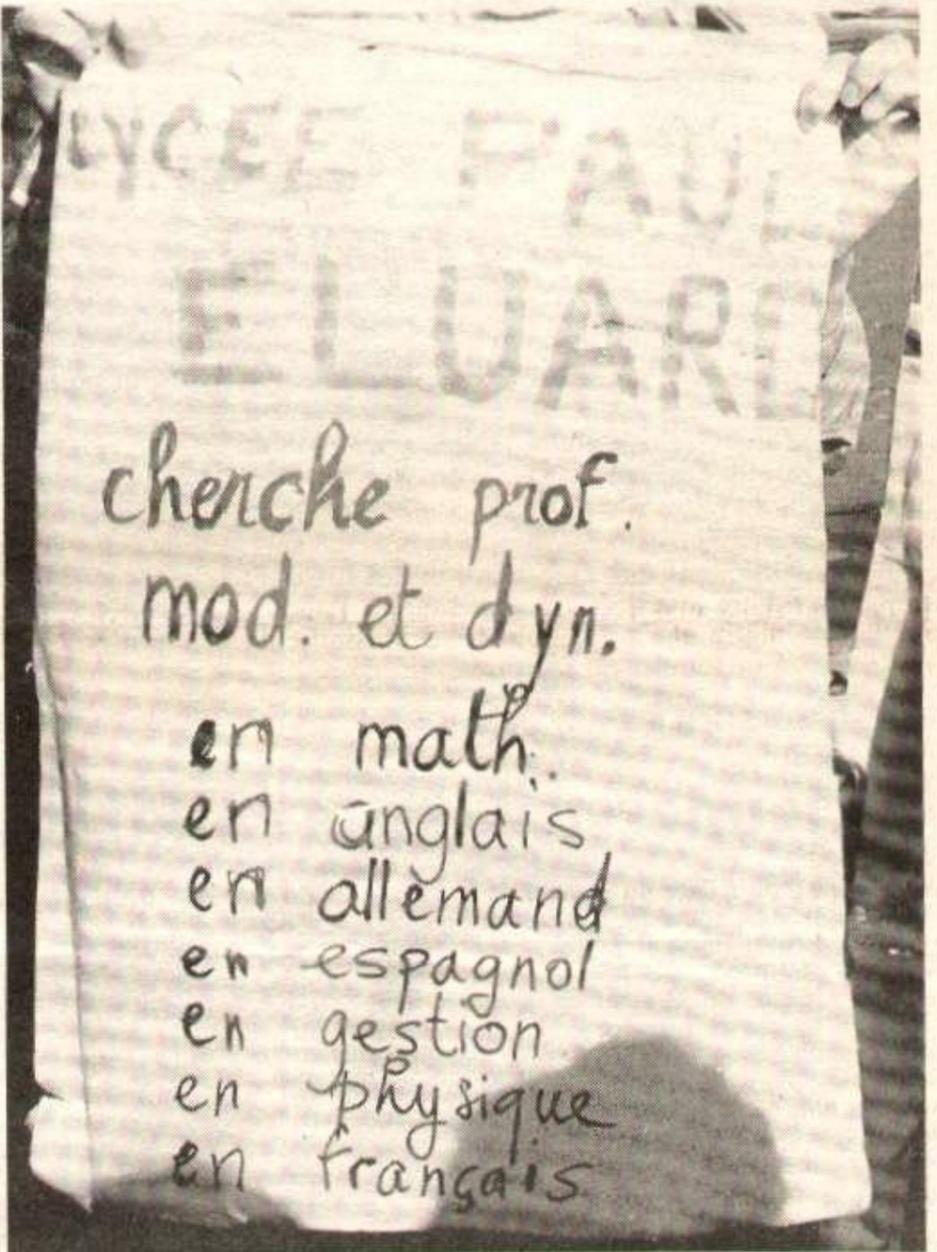
Ainsi à Lyon, le SNES, le SGEN/CFDT, le SNETP, le SGPEN/CGT, le SNEP (5), le SNEEPS (6) appelaient à la grève le 13 octobre tandis que le SNI (7) du Rhône appelait à la grève le 13 octobre pour les enseignants en CET et le 6 octobre pour ceux de maternelle et de primaire.

A Limoges le SNES, le SGEN/CFDT, le SNETP/CGT et le SGPEN/CGT appellent à la grève le 19 octobre. Pourquoi deux journées d'action distinctes ? N'est ce pas la volonté des directions syndicales de diviser le mouvement ?

## S'OPPOSER A LA DIVISION SYNDICALE

Un mouvement se dessine au Havre, à Argenteuil (95), à la Ferté-Bernard dans la Sarthe par exemple, pour s'opposer aux divisions des directions syndicales, pour transformer les journées d'action plus ou moins bidon en de réelles journées d'action de mobilisation.

Au Havre, les enseignants du CES Théophile-Gautier « protestent contre l'inaction des syndicats et la forme d'action proposée le jeudi 12 qui leur paraît une grève inefficace car marquée par la division (division entre les régions, les catégories de personnel, les syndicats). Ils décident de ne pas faire grève en signe de protestation. Ils demandent à leurs directions syndicales d'organiser une véritable action unitaire, nationale et de grande ampleur qui ne s'ar-



réterait qu'avec la satisfaction de leurs revendications indispensables à l'amélioration de leurs conditions de travail et celles de leurs élèves ».

Au CES Carnot à Argenteuil (95), certains professeurs syndiqués à la FEN (8) ont décidé de transformer la journée d'action en journée de solidarité avec les professeurs de gymnastique certains d'entre eux ont participé à la manifestation des professeurs de gymnastique.

Dans un CES de la Ferté-Bernard, dans la Sarthe, le SNES lançait le mot d'ordre de grève pour les professeurs d'enseignement général pour le 20 octobre. En assemblée générale les enseignants ont refusé de faire grève le 20, mais la faisait le 13 en solidarité avec les professeurs de gymnastique.

Un autre exemple de solidarité, les directions syndicales du 95 ont organisé l'accueil des professeurs de gymnastique de province (coucher) pour qu'ils puis-

sent participer à la journée d'action du 13 à Paris.

## ALLER VERS L'UNITE

Les quelques exemples que nous avons développés expriment assez clairement quelle peut être actuellement la décision syndicale d'une part et le désir d'unité d'autre part. Cette contradiction n'est pas le fait du hasard, elle est le reflet de la lutte à l'intérieur des syndicats enseignants.

Très souvent la base, et parfois même des instances intermédiaires, s'opposent aux lignes syndicales et politiques des directions.

Les grèves tournantes constituent un des exemples les plus frappants.

Quel impact peut avoir une grève le 13 à Lyon et le 19 à Limoges, si ce n'est de faire mousser les directions syndicales ?

Ces grèves tournantes ont une assise géographique mais

en outre, catégorielle. Aussi le désir des enseignants de la Ferté-Bernard dans la Sarthe de faire grève avec les professeurs d'éducation physique est-il un grand pas vers l'unité et accule-t-il un peu plus l'État.

Nathalie VILLOTIERS

(1) SGEN/CFDT : Syndicat général de l'éducation nationale/CFDT.  
(2) SNES : Syndicat national de l'enseignement secondaire.  
(3) SNETP/CGT : syndicat national de l'enseignement technique/CGT.  
(4) SGPEN/CGT : Syndicat général du personnel de l'éducation nationale/CGT (personnel non-enseignant).  
(5) SNEP : Syndicat national de l'éducation physique.  
(6) SNEEPS : Syndicat national de l'enseignement de l'éducation physique et sportive.  
(7) SNI : syndicat national des instituteurs et professeurs du premier cycle.  
(8) FEN : Fédération de l'éducation nationale.

# Hersant fait main basse sur l'«Aurore»

**L**E 19 septembre nous avons annoncé que l'Aurore passait dans les pattes de Hersant. La démission de deux importants responsables de l'ancien journal de Marcel Bousac vient de marquer une étape supplémentaire dans l'annexion de l'Aurore par Hersant.

Les démissions de Francine Lasurick, PDG de l'Aurore et de Dominique Pado directeur politique semble avoir été motivées par l'entrée à la direction des sociétés qui fabriquent l'Aurore de deux hommes de Hersant. Le premier André Boussemard est déjà PDG de la société d'imprimerie de la rue du Louvres (Sirio) et

un autre homme de Hersant, Pierre Janrot directeur de France-Antille contrôlé par Hersant depuis sa création et qui est diffusé à la Martinique et à la Guadeloupe, entre comme administrateur à la

Société des Editions de la France libre qui éditent l'Aurore et Paris-turf. Ainsi donc, l'apparition de ces personnages du groupe Hersant à la tête de la société qui édite l'Aurore et de celle qui l'imprime constitue donc l'indice visible que Hersant est en train de faire main basse sur ce journal. Déjà en septembre, une première série de mesures avaient permis de se rendre compte que Hersant prenait en main l'Aurore. Il s'agissait du jumelage de certaines de ses rubriques et des annonces avec celles du Figaro et de France-soir qui appartiennent tous deux à Hersant. Un nouveau pas vient donc d'être franchi.

Désormais Hersant contrôle l'essentiel des journaux du matin de Paris. Un autre, Le Parisien libéré, est dirigé par André Fosset, un de ses hommes et il est prévisible qu'il tombera entre ses mains un jour. D'autre part, Hersant possède en province onze quotidiens. Il possède en outre France-Antille, l'Auto-journal, Paris-turf et d'autres périodiques.

C'est donc un gigantesque empire de presse édifié à coup de milliards que Hersant est en train de constituer. Cet empire c'est aussi l'étouffement de la presse indépendante du pouvoir et des monopoles.



Hersant et son ami Chirac pour combien de temps encore... Dans ces milieux, l'amitié se trouve du côté du portefeuille.

## Qui est Hersant ?

# Une jeunesse dans la collaboration

**D**ÉJA propriétaire ou présent dans quinze quotidiens, dont Le Figaro, France-Soir, Hersant s'apprête à faire main basse sur l'Aurore. Le ligotage de la presse par l'intermédiaire de Hersant se poursuit. Qui est Hersant ? Dans un premier article, nous décrivons ses premières activités qui sont liées à la collaboration. A la Libération, il tente déjà de fonder des journaux et commet diverses fraudes pour lesquelles il sera condamné. Demain, nous verrons comment Hersant est parvenu à faire main basse sur la presse.

« Je m'appelle Robert Hersant. Je viens me mettre au service du Maréchal. » L'auteur de H comme Hersant, Dominique Pons, cite cette phrase de Hersant, alors qu'en 1940, le futur patron du Figaro et de France-Soir se présentait au rédacteur en chef d'un journal fasciste La Gerbe, pour lui demander de l'embaucher. La profession de foi est nette et claire.

### UNE JEUNESSE DANS LA COLLABORATION

Hersant sera un collaborateur notoire. Il appartiendra à une organisation d'extrême-droite (Jeune front) dans laquelle il travaillera avec un ancien adjoint de Doriot. Hersant, à cette époque, écrit dans un journal, Le Pilon, hebdomadaire de combat contre la judéo-maçonnerie. En septembre 1940, il est arrêté par la police pour avoir molesté la jeune vendeuse juive d'un magasin. Le même mois, le commissariat de la Chaussée d'Antio-

ouvre une information contre lui pour escroquerie envers des commerçants juifs. En mars 1942, il publie un journal dont le titre est Jeunes forces, et le sous-titre, Organe des jeunes du Maréchal. Le passé d'Hersant est donc intimement lié à la collaboration et à l'antisémitisme.

### FRAUDES EN TOUS GENRES

A la Libération, il fera un mois de prison pour collaboration et sera condamné à dix ans d'indignité nationale. Ce qui est, somme toute, assez peu comme il le dira lui-même, au cours d'une déclaration. Il fonde ensuite une société de presse. Son nom n'y apparaît pas, mais elle lui appartient. Cette société sera condamnée en décembre 1948, car elle ne verse pas ses cotisations patronales et n'honore pas les traites de ses créanciers. Le 20 mars 1951, la 11e chambre correctionnelle de la Seine le condamne à quinze jours de pri-

son et à 3 000 francs d'amendes pour fraude fiscale. Le 27 juin de la même année, l'IGP est condamnée à 15 000 francs d'amendes pour détournement de précompte. En fait, l'IGP encaissait bien les cotisations de la Sécurité sociale de son personnel mais oubliait de les reverser à cet organisme.

Le premier journal que Hersant mettra sur pied durablement aura pour nom Auto-journal. Encore une fois, bien qu'il en soit le propriétaire, son nom n'apparaît pas. Certains se demandent avec quel argent Hersant a pu financer ce journal. Il avait lancé une souscription pour faire paraître un annuaire du tourisme. La souscription a fonctionné quelque temps, semble-t-il, puis on n'a plus entendu reparler de l'annuaire. On dit que c'est avec le reliquat des sommes recueillies que L'Auto-journal aurait été fondé. Cette publication connaîtra des problèmes pour avoir dévoilé les plans secrets de la future ID 19. Poursuivi par Citroën, L'Auto-journal sera condamné à payer une très forte amende. Or il ne le peut. Il sera sauvé par un homme d'affaires qui, à la Libération, a été le collaborateur de Billoux et de Tillon, dirigeants du PCF, au moment où ils étaient ministres dans le gouvernement de De Gaulle. Cet homme, nommé A. Igoïn, est devenu banquier et travaille en liaison avec la Banque commerciale de l'Europe d'Alfred Nofel dont les

liens avec l'URSS sont étroits.

En 1952, Hersant va se lancer dans la politique. Il le pourra grâce à l'amnistie dont Antoine Pinay, le chef du gouvernement, en 1952 le fait bénéficier. S'il se lance dans la politique, c'est avant tout pour protéger ses affaires. « Je ferais de la politique pour protéger mes affaires. », déclare-t-il. A coup d'argent et de démagogie, il parvient à se faire élire maire, puis député dans le département de l'Oise, non sans avoir été invalidé par l'Assemblée nationale en avril 1956 pour ses activités de collaboration. Il est important de signaler que Hersant se présentera longtemps aux scrutins électoraux sous l'étiquette de gauche. En particulier, il appartiendra à la Fédération démocratique et socialiste de Mitterrand et sera député de cette organisation. Ce qui ne l'empêchera pas de se partager, à l'amiable, les circonscriptions de l'Oise avec Dassault et d'autres politiciens moins connus, gaullistes ou centristes. Hersant ne cessera pas d'ailleurs d'avoir de très bonnes relations avec Dassault, puis Chirac. Etant passé dans le camp gaulliste, il leur apportera l'appui de l'empire de presse qu'il contrôle.

Demain, nous verrons comment, précisément, il fait main basse sur la presse.

# Vigilance

## Reims

# Menacée de mort

LE COMITÉ DE DÉFENSE  
CONSEILLE TRÈS VIVEMENT  
À SA FEMME DE FAIRE ATTENTION  
AUX AUTOS. À CE QU'IL  
PARAIT IL Y A DES SACRÉS  
CHAUFFARDS DANS LA VILLE  
ET COMME ELLE NE REGARDE  
SAMAIS POUR TRAVERSER...

A Reims, deux foyers Sonacotra sont en greve depuis un mois et demi sur la plate-forme nationale du Comité de coordination, pour obtenir une diminution du loyer, l'obtention du statut de locataire et une amélioration de leurs conditions de logement.

Un médecin sympathisant de la greve a trouvé, dans la boîte aux lettres de son immeuble, une lettre d'insultes accompagnée de menaces de mort pour sa femme. (Cf : document ci-joint). Quelques papiers contenant insultes et appel à la délation avaient, d'autre part, été distribués dans d'autres boîtes aux lettres de l'immeuble.

Les résidents du foyer ont eux-aussi, reçu de telles menaces de mort.

Les membres du personnel du collège où travaille la femme de ce médecin ont formulé la protestation suivante :

Les personnels du collège de Fismes (Marne) s'élèvent contre certains faits de type fasciste qui semblent resurgir périodiquement dans

notre région.

L'un d'eux nous qui s'intéresse à la lutte des travailleurs immigrés logés au foyer Sonacotra (boulevard Franchet d'Esperey à Reims) et c'est là une manifestation de sa liberté de citoyen quoi qu'on pense de la question, a reçu dernièrement des menaces de mort précises. Ce professeur pourrait par exemple se faire faucher sur la chaussée par un chauffard. Les insultes ordurières ainsi que l'expression d'un racisme outrancier sont également la marque de la missive anonyme.

Quand on sait que c'est bien à Reims, il y a peu, que le travailleur Pierre Maître s'est fait assassiner devant son usine, lors d'une greve qui est restée ainsi dans la mémoire de tous les Rémois, ces menaces de mort à propos d'une autre greve (refus par les travailleurs immigrés et français résidents de payer des loyers exorbitants) ne peuvent pas passer pour anodines.

## Marseille

# Agression policière

# contre J. Roger

A Marseille, dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, M. J. Roger, rédacteur en chef du journal régional du PCF, La Marseillaise, a été victime d'une agression policière caractérisée. Alors qu'il consommait dans un café situé en face des locaux du journal en compagnie de trois de ses collègues, des policiers en civil firent irruption soi-disant pour contrôle d'identité. L'opération est dirigée par le commissaire Chapsus, chef de la brigade des étrangers. En fait de vérification d'identité, le rédacteur de La Marseillaise est roué de coup par les policiers tandis que les autres journalistes sont tenus en respect avec un chien. Ensuite, M. Roger est emmené au commissariat, il ne sera relâché que plus tard dans la nuit.

Nous ne tenons nullement M. Roger comme un ami, tant s'en faut. Il s'agit d'un responsable du parti révisionniste et nous avons eu l'occasion plus d'une fois de le dire dans ces colonnes ce qu'il fallait penser de l'attitude des dirigeants de ce Parti en matière de défense des libertés notamment. Pour autant c'est de façon catégorique que nous dénonçons l'agression policière dont le rédacteur en chef de La Marseillaise a été victime. En effet, cette nouvelle « bavure » vient s'ajouter à une liste déjà longue d'exactions qui en disent long sur le genre de « sécurité » que fait régner la police française. C'est l'extension d'une terreur qui s'exerce déjà quotidiennement contre les jeunes, les immigrés et les travailleurs.

# A propos du milliardaire du PCF Doumeng

Camarades,

Je vous écrit à propos de l'article sur Doumeng dans L'Humanité rouge du 28 septembre. Ce type d'article a son utilité et est très important. Mais je voudrais vous faire part des réponses des militants de base du PCF lorsque nous leur exposons nos positions sur le fait qu'à la tête de leur parti, il y ait de tels « communistes » :

« Doumeng est une exception — Dans toutes les organisations, il y a des salauds — Dans ton parti aussi, si ça se trouve, il y a un milliardaire révisionniste et quand ton parti sera plus développé, on s'en apercevra bien — C'est facile comme argument, Doumeng et compagnie ».

Si ces réponses ne sont pas toujours justes, il me semble que nous devrions faire un effort pour montrer en quoi, si Doumeng est une exception en matière de fortune au PCF, les idées du monsieur, les arguments avancés par lui, l'idéologie qu'il propage n'est pas une exception, que de nombreux « communistes » commerçants, cadres, artisans disent les mêmes choses et en quoi ces catégories sociales qui, depuis quelques années, se rallient en nombre au PCF (car sa ligne politique le permet) ne sont en aucun cas des catégories susceptibles actuellement de se rallier au communisme. (...)

Le cas particulier de Doumeng ne peut être convaincant seul, pour les militants de base du PCF. Il faut étayer nos démonstrations à partir des changements (évolutions) des adhérents du PCF et de sa ligne politique. (...)

Christine M. Chateauroux.

Il est vrai que la question n'est pas de pousser des cris effarouchés : « Un milliardaire au PCF ». Cette phrase en elle-même ne veut à la limite rien dire. Il faut juger avant tout un parti par rapport à la ligne politique qu'il développe.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer ce qu'est la ligne actuelle du PCF, aujourd'hui et dans son fond. Rappelons en deux mot que ce programme politique qui se base sur les « nationalisations démocratiques » dans l'industrie et sur les coopératives en agriculture est un programme qui s'inscrit entièrement dans le cadre du développement des monopoles.

Ce que le PCF propose c'est un type de gestion du capitalisme monopoliste d'E-

tat, développé et renforcé. S'il arrive au pouvoir, le système ne changera pas, le capitalisme restera. La seule différence sera que les monopoles privés deviendront monopoles d'État, avec un gouvernement de gauche. En ce sens, le cas de Doumeng est intéressant.

Tout se passe en effet comme si Doumeng était un précurseur et avait pris les devants. C'est ainsi qu'en se basant sur la ligne politique du PCF, il s'est placé à la tête d'une coopérative capitaliste, qu'il a privilégié les relations commerciales avec l'URSS qui lui offre un énorme marché et des prix intéressants, vu les maigres salaires de l'ouvrier russe. C'est ainsi qu'il est devenu un grand capitaliste. Cela s'est presque passé aussi facilement que nous le disons là.

N'y a-t-il pas par ailleurs des monopolistes, de type plus traditionnel qui se placent devant l'éventualité d'un tel choix ? Dreyfus, patron de Renault, ne faisait-il pas une déclaration il y a quelques mois au *Nouvel Observateur* où il se disait partisan du type de fonctionnement des monopoles que propose la gauche ? En Italie, le riche patron de la Fiat, Agnelli, ne disait-il pas la même chose ? Même Dassault, lançait l'an dernier à Séguéy : « Je veux bien être nationalisé ! ».

Bien sûr, il y a un seul Doumeng à l'heure actuelle dans le PCF (autant qu'on sache...). Bien sûr, c'est une exception comparée aux milliers de militants PCF issus des couches de travailleurs. Mais Doumeng, c'est bien l'illustration de la ligne politique du PCF : le développement d'un capitalisme à « visage démocratique » par des nationalisations et des coopératives dans le cadre du même système et par ailleurs, l'ouverture aux marchés de l'Est. En cela, Doumeng n'est pas une exception.

Notre lectrice dit aussi : « Les idées de Doumeng ne sont pas une exception... De nombreux « communistes » commerçants, cadres, artisans disent les mêmes choses ».

Nous pensons qu'il faut faire une légère différence entre le cas Doumeng, monopoliste et les petits et moyens patrons. Doumeng représente le capitalisme français dans ce qu'il a aujourd'hui de plus développé : son stade monopoliste de plus en plus concentré aux mains de l'État. Les petites et moyennes entreprises

sont à la fois liées aux monopoles par des intérêts économiques et politiques communs mais en même temps elles en subissent la loi écrasante. Monopoles et PME sont à la fois rivaux et alliés. Par contre, il y a une barrière de classe entre un petit et moyen patron et un ouvrier. La classe ouvrière n'est ni alliée ni rivale des monopoles. Elle en est l'ennemi juré. Son but, c'est leur renversement.

Il faut aussi faire une différence entre les monopoles, les petites et moyennes entreprises et les ingénieurs, techniciens et cadres. Le dernier numéro de *Proletariat* (\*) distingue même les cadres en trois catégories, selon la place qu'ils occupent dans le système de production capitaliste.

Mais la question fondamentale qui reste posée est celle de la position de classe d'un parti. De véritables communistes doivent se placer du point de vue de classe de la défense des intérêts du prolétariat. Deux principes doivent être respectés par un parti prolétarien : « Unir tout ce qui peut être uni » mais aussi « La classe ouvrière doit diriger en tout ».

Ainsi cette « Union du peuple de France » qui est la stratégie du PCF est-elle une union que nous rejetons ; elle englobe aujourd'hui tout le monde, de la classe ouvrière jusqu'à un représentant des monopoles comme Doumeng. Et sur quelle base ?

Sur la base des intérêts de Doumeng, nous l'avons vu ; en flattant aussi les intérêts des petits et moyens patrons sur le sort desquels pleure le PCF ; et ceux des cadres que le PCF veut protéger. C'est un point de vue de classe bourgeois.

Quant aux marxistes-léninistes, ils combattent les monopoles, eux qui dirigent notre pays et vivent par l'exploitation capitaliste. Ils combattent les privilèges hiérarchiques que le capitalisme accorde aux cadres, parce qu'ils défendent les intérêts de la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire que nous sommes contre l'unité. Mais pas l'unité avec n'importe qui et pas non plus à n'importe quel prix.

P.L.

(\*) Edmond Mercier « Les cadres. Dans quel camp sont-ils ? » *Proletariat* No 17, pages 52 et suivantes.

Abonnez-vous à L'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

PRENEZ CONTACT avec Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom : .....  
Prénom : .....  
Profession : .....  
Lieu de travail : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....

A retourner à la Boite postale de L'Humanité rouge

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne  
Commission paritaire No 57 952.  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle.  
Dépot légal 4e trimestre 1978.

# 1000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge) (4)



Dans la campagne du Kampuchea une nouvelle maison. L'objectif pour 1978 est une maison neuve pour chaque famille. Celles-ci sont construites en bois et recouvertes de tuiles rouges.

**A** notre retour, des amis ou des camarades qui ont vu ici le film « Kampuchea démocratique » nous ont souvent demandé : « Le Kampuchea, c'est aussi beau que dans le film ? ». Eh bien oui, le film n'est pas trompeur, les couleurs sont aussi lumineuses, la nature est aussi abondante, aussi généreuse qu'il y paraît dans le film.

## LES EMPREINTES DE LA GUERRE

Tellement généreuse même que l'œil peu exercé y discerne mal les empreintes de la guerre. Et pourtant, elles sont partout obstinément présentes, véritable handicap pour la construction du pays.

Bien sûr, il y a les routes cahoteuses, endommagées par les obus, les ponts détruits, remplacés par des ponts de bateaux, ou en reconstruction. Cela gêne encore les transports d'une coopérative à l'autre, ralentit les échanges. Pour nous, c'est un

tégique pour la défense et le ravitaillement de Phnom Penh ; dès le coup d'Etat du 18 mars 1970, les patriotes ont coupé les voies ferrées : aussi les Américains et les Lonnois tenaient-ils à cette position. Il y a eu plusieurs batailles à Romea : peut-être certains amis du peuple cambodgien se souviennent-ils de ce nom ? Lon Nol a envoyé des paras en renforts, avant que la place ne tombe il y a eu un régiment ennemi entier pro-

Nous nous arrêtons dans la campagne : des enfants chassent les moineaux en poussant des cris de temps à autres car la récolte de riz est proche. Pour éviter qu'ils n'attrapent des coups de chaleur, on leur a aménagé des abris de feuillages dans les champs. Ils ont bonne mine et savourent ce droit si inhabituel de pousser des cris à tout vent ! Toujours dans cette région, l'eau vient d'un réservoir de 22 millions de m<sup>3</sup>, construit

quent de moyens, d'instruments pour produire davantage, les outils aratoires sont rudimentaires, les moyens de transport souvent réduits aux anciennes charrettes au profil antique ; le féodalisme et le colonialisme ont tout pris au peuple khmer. Les colonialistes français comme les impérialistes américains n'ont rien laissé des prétendus « bienfaits de la civilisation ». Le Kampuchea démocratique est pauvre, très pauvre, non pas en raison de

## LES NOUVEAUX VILLAGES

Les nouveaux villages témoignent bien de ce gigantesque effort. Ils sont alignés le long des routes et enfouis sous les cultures grimpantes, les légumes, les arbres fruitiers et les palmiers. Cela aussi a une histoire. La première année après la Libération, l'objectif a été de nourrir chacun : 312 kg de riz en moyenne par habitant dans l'année. La question des vivres a été ainsi résolue ; l'année suivante, l'effort s'est diversifié, on a multiplié les cultures de légumes, on a commencé l'élevage en grand des cochons, l'alimentation s'est diversifiée, on a soufflé un peu et on a pu se préoccuper quelque peu du logement de chaque famille paysanne : une maison neuve par famille, c'est l'objectif en passe d'être réalisé en 1978. La guerre avait aussi détruit les maisons : les paysans vivaient et vivent encore dans des abris sur des pilotis dont la carcasse de bois est recouverte de feuilles de palmiers ou de bananiers séchées ; c'est très sommaire. Aujourd'hui, des maisons nouvelles se sont écloses le long des routes : toujours sur

# A travers les campagnes du Kampuchea

ennui tout à fait secondaire, largement compensé par un plaisir non dissimulé : nous voyageons dans l'ancienne « dodge » de l'ambassade américaine de Phnom Penh !

Il y a aussi les palmiers à sucre décapités par les obus, ou bien ceux touchés par les éclats de bombes que signalent les longues traces noires le long de leur tronc. Peu à peu, on reconnaît sous la végétation luxuriante les trous des bombes des B 52, les restes des maisons détruites.

Derrière les arbustes et les légumes grimpants, on distingue les pilotis des maisons abattues ou brûlées, les restes noircis d'un enclos.

Depuis trois années, les paysans du Kampuchea ont fourni un effort gigantesque pour remettre en état, nettoyer, réparer. Dans bien des zones, la végétation et le travail des hommes ont tout effacé. Autour des villes, par contre, dans les zones de combat, la guerre semble encore proche, au nord de Phnom Penh, la forêt a été terriblement touchée, noircie par les bombardements, à Siem Reap, il ne reste que quelques bâtiments au centre de la ville. Tous les abords le long des routes No 6 et No 7, ont été impitoyablement détruits par l'agression américaine : plus de maisons, plus d'écoles, des ruines, il a fallu recommencer à zéro !

Tout au long du voyage, les camarades qui nous accompagnent évoquent l'âpreté des combats et les victoires durement conquises contre des agresseurs puissants et impitoyables. Nous passons en train à Romea, c'était un nœud stra-

tégé par le système de défense habituel : réseau de barbelés, minés et grenades piégées, levée de terre avec des nids de mitrailleuses. Là, comme ailleurs, les combattants ont fixé l'ennemi jusqu'à épuisement et ont libéré la place fin 1973 : ce fut l'une des premières localités libérées dans la province de Kompong Chang.

Du train, nous apercevons la chaîne des Cardomones au Sud-ouest, où s'organisèrent les premières forces armées révolutionnaires avant 1970 ; l'un de nos accompagnateurs y a combattu. Dans la région de Kompong Thom, restent des traces de « l'opération Chenla II ». Qu'on se souvienne, ce fut la dernière tentative d'offensive lancée par Washington en 1972 ; « l'offensive » s'est enlisée lamentablement : on a conservé deux véhicules blindés de l'armée de Lon Nol, comme « témoins » ; il a fallu en expliquer les raisons aux paysans de la région qui voulaient tout nettoyer !

## UN VISAGE NOUVEAU DES CAMPAGNES

Le visage nouveau des campagnes du Kampuchea, c'est incontestablement dans les régions anciennement libérées qu'il se découvre le mieux : là, les empreintes visibles de la guerre ont disparu, les transformations sont plus sensibles. Ainsi, à mi-chemin entre Siem Reap et Kompong Thom, nous pénétrons dans une région tôt libérée. La campagne est plus soignée, les rizières sont abondantes : il y a partout deux récoltes par an. Il y a même quelques tracteurs ici,

en cinq mois par 10 000 personnes. On y voit côte à côte toutes les étapes de la croissance du riz : ici, semences serrées les unes contre les autres, là, jeunes plants tout récemment repiqués, plus loin, c'est bientôt la moisson, tout à côté, on laboure. Les potentialités de la terre cambodgienne apparaissent bien là dans la gamme variée des multiples couleurs vertes du riz avant qu'il n'arrive à maturité. On pourrait même faire trois récoltes si on avait assez de bras.

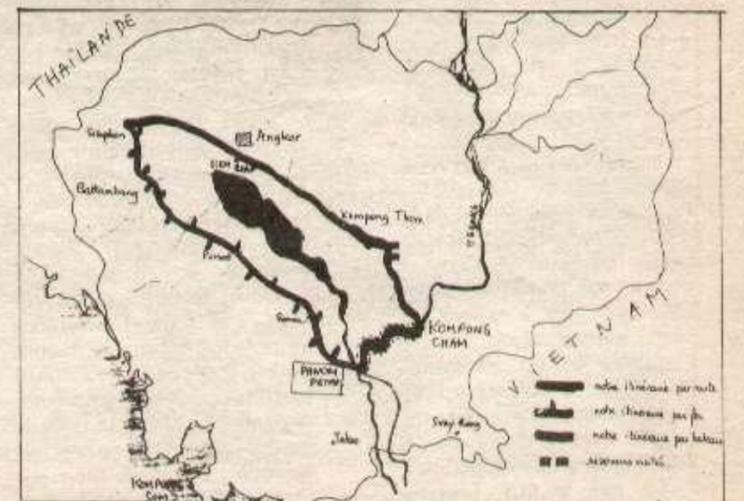
Des bras, il en manque cruellement. Il y a les hommes tombés pendant la Résistance, disparus ou aujourd'hui invalides, il y a ceux qui sont mobilisés sur le front de l'Est et du Sud-Est pour faire front à une nouvelle agression vietnamienne. Aussi, y a-t-il beaucoup de femmes dans les champs. Elles participent à tous les travaux : labours, repiquages, transports des semences, on les voit aller ensemble dans les rizières, faire la pause de midi et manger rassemblées à l'ombre de quelques arbres, par petits groupes de vingt à trente femmes où domine le noir qui est la couleur de la tenue traditionnelle des paysans khmers.

Pourquoi le cacher ? Les paysans et les paysannes du Kampuchea travaillent dur. Le lever est matinal, mais la nuit tombée, nous avons souvent vu des jeunes gens et des jeunes filles transporter du bois ou des semences le long des routes. Ils travaillent dur car il faut faire vite : assurer l'alimentation de tout le peuple mais aussi accumuler les richesses pour édifier la société socialiste et tenir bon face à une nouvelle invasion. Ils travaillent dur car ils man-

son sol, ni de son climat : ce sont les forces féodales et coloniales qui l'ont maintenu en cet état. Aussi les choses qui ont changé, les signes des progrès accomplis en trois ans sont-ils difficiles à distinguer par des yeux d'occidentaux. Un regard superficiel pourrait s'en tenir aux enfants qui courent pieds nus devant les maisons pour nous regarder, à ceux qui se baignent tous nus dans les canaux d'irrigation ou y pêchent des grenouilles ou du poisson, au dur labeur des hommes et des femmes qui les pieds dans la boue, repiquent le riz ou poussent une charrue archaïque. C'est vrai, le Kampuchea comme bien d'autres pays du tiers monde est très pauvre, mais il met les bouchées doubles pour s'en sortir.

pilotis, faite de bois travaillé, elle ont les toits rouges en tuile. C'est coquet et bien plus spacieux. L'effort collectif est sérieux. Dans de nombreux villages, on distingue le dôme rougeâtre du four à brique, l'entassement de bois de petites scieries en plein air : là encore le matériel est très rudimentaire. Nous nous sommes arrêtés près de l'une d'elles, avons salué les menuisiers - c'est l'heure de la pause - et avons visité l'une de ces maisons nouvelles. Un autre bâtiment au toit rouge éclatant de nouveauté : la cantine ou l'école, parfois aussi le bâtiment où la coopérative traite les plantes pour en faire des médicaments usuels.

Camille GRANOT  
(Demain : la question de l'eau).



Nous sommes partis de Phnom Penh en train jusqu'à Sisophon, puis nous avons pris la route de Siem Reap, près des temples d'Angkor Wat. Toujours par route, nous avons rejoint Kompong Cham, tout en faisant plusieurs tours au sud de Kompong Thom. Nous avons rejoint Phnom Penh par le Mékong. Autrement dit : près de 1 000 km en trois jours et demi de voyage.